

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2024-05-015**

16 mai 2024

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 16 mai 2024,

### **Exposé des motifs**

En février 2024, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 19 avril 2024 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'audiovisuel a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2022, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'audiovisuel dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 16 mai 2024

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration



**Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'audiovisuel pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) :** 1922, 2397, 2412, 2642, 2717, 3097

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36466	Journaliste multimédia	13423	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37180	Chef opérateur du son	12200	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37496	Directeur de la photographie	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37497	Chef monteur	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37498	Ingénieur du son	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37499	Producteur	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37500	Scénariste	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37802	Journaliste reporter tous médias	13423	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP38369	Diplôme d'Etat de professeur de cirque	13500	9356	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP38487	Secrétaire de rédaction multimédia	13423	9475	4000	12000	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés